

par le maintien du système de l'Europe, il faut entendre que les choses doivent rester comme elles ont été arrangées au congrès de Vienne en 1815. Cette interprétation est rendue encore plus probable par "l'appui", c'est-à-dire sans doute l'intervention que le roi de Hollande dit attendre de "ses alliés."

Il y a néanmoins une puissance qui ne pourrait voir de bon œil une pareille démarche; qui devrait s'opposer de tout son pouvoir à toute intervention pour remettre les choses dans le premier état, parce que cet état de choses était manifestement établi contre ses intérêts, en conséquence de la haine qu'on lui portait, ou de la faiblesse où on voulait la réduire; et cette puissance c'est la France. Il reste seulement à savoir si l'état présent de ses affaires lui permettrait de prendre le ton et l'attitude nécessaires pour s'opposer efficacement à l'intervention des puissances étrangères dans les affaires des Pays-Bas, ou pour *contre-intervenir*, si l'on pouvait ainsi parler, au risque d'armer contre elle une nouvelle coalition, et s'il lui paraîtrait préférable d'avoir guerre lorsqu'elle pourrait compter sur les Belges au moins pour alliés fidèles et zélés, que d'avoir à se défendre seule un peu plus tard, mais lorsqu'elle serait mieux préparée.

Que le gouvernement français s'oppose par ses négociations au projet d'intervenir de quelques autres puissances, si tant est qu'un tel projet ait été formé, c'est ce qui pourrait presque s'inférer des fréquentes entrevues qu'on dit avoir lieu, à Londres, entre le ministre des affaires étrangères et les ambassadeurs de France et de Prusse; que ce gouvernement manifeste l'intention de ne pas céder sur ce point, c'est ce que nous serions aussi portés à conclure du projet inattendu de reconnaître solennellement le gouvernement de l'homme qui règne de fait en Portugal; le ministère britannique pourrait voir dans cette reconnaissance solennelle quelque chose de plus qu'un acte de convenance; il pourrait y voir quelque utilité sous le point de vue militaire, surtout dans le cas où il y aurait une révolution en Espagne, et où ce pays ferait cause commune avec la France.

GRIEFS RE'ELS.—Nous avons fait mention, il y a quinze jours, de la lettre à Sir Geo. Murray publiée dans le *Kingston Chronicle*.—Nous ne ferons une attention particulière qu'à une seule partie de cette lettre. L'auteur y dit que la population du Bas-Canada est de 500,000 âmes: s'il eut dit 400,000, il se serait plus approché de la vérité; mais n'importe, laissons 500,000. Les quatre cinquièmes, dit-il, sont d'origine fran-